

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°R03-2023-014

PUBLIÉ LE 18 JANVIER 2023

# Sommaire

## **Direction Générale de la Coordination et de l'Animation du Territoire /**

R03-2023-01-13-00005 - 13178 LATTIN Imaelle arrêté portant concession provisoire agricole (6 pages)

Page 3

R03-2023-01-13-00006 - 19287 MUKAMANA Vve MATABARO Charlotte arrêté portant concession provisoire agricole (6 pages)

Page 10

## **Direction Générale de la Coordination et de l'Animation du Territoire / Mission Foncier**

R03-2023-01-13-00003 - 19941 GLAZER Alexis arrêté portant concession provisoire agricole (6 pages)

Page 17

R03-2023-01-13-00004 - 20250 LY Guillaume Sinthong arrêté portant Concession provisoire agricole (6 pages)

Page 24

## **Direction Générale des Territoire et de la Mer / Direction Environnement, Agriculture,Alimentation et Foret**

R03-2023-01-18-00001 - arrêté d'opposition à déclaration concernant franchissements dans le cadre d'une demande d'ARM - crique Jalbot aval - commune de Roura (4 pages)

Page 31

R03-2023-01-18-00002 - arrêté d'opposition à déclaration concernant franchissements de cours d'eau entre le per Bernard et l'AEX million - commune de Saint Laurent du Maroni (4 pages)

Page 36

Direction Générale de la Coordination et de  
l'Animation du Territoire

R03-2023-01-13-00005

13178 LATTIN Imaelle arrêté portant concession  
provisoire agricole



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Générale  
Coordination et Animation Territoriale**

Direction Générale de la Coordination  
et de l'animation territoriale

Mission Foncier

**ARRÊTÉ n°**

**portant concession provisoire en vue de la mise en valeur agricole à Madame Imaelle LATTIN d'un terrain dépendant du Domaine Privé de l'État sis au lieu-dit « Route de Paul Isnard » à SAINT-LAURENT-DU-MARONI (Guyane)**

**Le préfet de la région Guyane  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L5141-1 et suivants et R5141-1 et suivants ;  
VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et la Réunion ;  
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements, et des régions modifiée par la loi n°96-142 du 21 février 1996 ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;  
VU le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;  
VU le décret du 25 novembre 2020 portant nomination de M. Thierry QUEFFELEC, préfet, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de Guyane ;  
VU le décret du 15 septembre 2021 portant nomination de M. Mathieu GATINEAU, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général des services de l'État, responsable de la coordination des politiques publiques, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;  
VU l'arrêté n° R03-2022-02-25-00003 du 25 février 2022 portant organisation des services de l'État en Guyane ;  
VU l'arrêté du 24 mars 1995 portant approbation du cahier des charges fixant les clauses et conditions générales des concessions agricoles en Guyane ;  
VU l'arrêté DRFIP R03-2016-10-06-048 portant fixation du barème des redevances pour les baux et concessions agricoles établis sur le domaine privé de l'État en Guyane ;  
VU l'arrêté R03-2021-10-04-00001 du 4 octobre 2021 portant délégation de signature à M. Mathieu GATINEAU, secrétaire général des services de l'État ;  
VU le procès verbal de la commission d'attribution foncière pour la mise en valeur agricole des terres domaniales en sa séance du 22/12/2015 ;  
VU le courrier notifiant la décision préfectorale à l'intéressée en date du 26/01/2016 ;  
VU le bornage, le programme de mise en valeur et l'état des lieux en date du 18/11/2022 et annexés à cet arrêté ;  
Sur proposition du secrétaire général des services de l'État ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 - DÉSIGNATION**

Aux termes d'une demande enregistrée par le service local du domaine sous le n° 13178, Madame Imaelle LATTIN a sollicité la concession d'un terrain domanial, situé sur le territoire de la commune de SAINT-LAURENT-DU-MARONI en vue d'y entreprendre une activité agricole, ainsi qu'il résulte des clauses de mise en valeur jointes à l'état des lieux contradictoire qui demeurera annexé aux présentes après mention (ANNEXE n°1).

Conformément aux dispositions des articles L5141-1 et R5141-1 et suivants du Code général de la Propriété des Personnes publiques, l'État, représenté par M. le Secrétaire général des Services de l'État en Guyane, concède à Madame Imaelle LATTIN, née le 31/08/1988 à SAINT-LAURENT-DU-MARONI (Guyane), de nationalité française, demeurant et domicilié) : 18, route des chutes Voltaire, 97320 SAINT-LAURENT-DU-MARONI désignée ci-après « le concessionnaire », l'immeuble dont la désignation suit et qui a fait l'objet d'un état des lieux contradictoire qui demeurera annexé au présent arrêté avec la mention (ANNEXE N°1).

Un terrain situé sur la commune de SAINT-LAURENT-DU-MARONI (Guyane), au lieu-dit « Route de Paul Isnard », portant le numéro foncier F 980, d'une superficie de 05 hectares 00 are 00 centiare (05ha00a00ca).

Telle, au surplus, que la-dite parcelle est figurée sur le plan qui demeurera annexé aux présentes après mention (ANNEXE n°2), et telle qu'elle s'étend et comporte, sans exception ni réserve autres que celles résultant du cahier des charges établi pour les attributions de concessions agricoles et d'élevage en Guyane.

Hormis l'occupation éventuelle par le CONCESSIONNAIRE, le terrain présentement donné en concession à celui-ci est libre de toute location du chef de l'État.

Toutefois, le CONCESSIONNAIRE fera son affaire personnelle de l'éviction des occupants sans titre pouvant s'y trouver au moment de la concession, aucun recours ne pouvant être exercé à cet égard contre l'État.

Le concessionnaire déclare qu'il dépend du centre des impôts de SAINT-LAURENT-DU-MARONI (Guyane) pour ce qui concerne les déclarations nécessaires à la liquidation et à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

## **ARTICLE 2 - DURÉE ET POINT DE DEPART DE LA CONCESSION**

La concession est accordée pour une durée de CINQ (5) ANNÉES à compter de la date de signature du présent arrêté.

À l'expiration de ce délai, et après vérification et instruction par les services de l'État en Guyane, le concessionnaire peut obtenir la cession gratuite partielle ou entière du terrain après en avoir effectué la demande au moins six mois avant l'expiration de la concession conformément aux dispositions de l'article R. 5141-15 du code général de la propriété des personnes publiques, et s'il a exécuté et respecté toutes les clauses et conditions du contrat de concession, conformément aux dispositions des articles L. 5141-1 et L. 5141-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

Au cas contraire, il sera déchu de ses droits et l'État reprendra possession du terrain dans les formes et aux conditions prévues aux articles R. 5141-12, R. 5141-13 et R. 5141-14 du code général de la propriété des personnes publiques et ainsi qu'au cahier des charges susvisé, sauf s'il a obtenu, sur sa demande, des délais supplémentaires prorogeant la durée de la concession d'une ou plusieurs années, dans la limite de cinq années supplémentaires.

## **ARTICLE 3 - SITUATION JURIDIQUE PENDANT LA DUREE DE LA CONCESSION PROVISOIRE**

La présente concession provisoire du Domaine privé de l'État n'est pas constitutive de droits réels immobiliers.

## **ARTICLE 4 - SITUATION JURIDIQUE À L'EXPIRATION DE LA DURÉE DE LA CONCESSION**

À partir du lendemain du jour de l'expiration du délai accordé pour la concession, prolongé de ses éventuels délais supplémentaires et jusqu'au jour de la remise du titre définitif constatant le transfert de propriété ou jusqu'au jour de la réception par le concessionnaire de la notification d'une décision de déchéance, celui-ci bénéficiera d'une autorisation d'occupation à titre précaire et révocable du terrain précédemment concédé qui donnera lieu au paiement de la redevance visée à l'article 7 ci-après.

## **ARTICLE 5 - ORIGINE DE PROPRIÉTÉ**

L'IMMEUBLE objet des présentes appartient à l'État en vertu des dispositions de l'article D.33 du code du domaine de l'État, qui déclare faire partie du domaine de l'État les terres vacantes et sans maître du département de la Guyane, ainsi que celles qui n'ont pas été reconnues comme étant propriétés privées, individuelles ou collectives, en vertu des dispositions du décret n°46-80 du 16 janvier 1946.

## **ARTICLE 6 - ACTIONS EN REVENDICATION**

L'IMMEUBLE étant réputé appartenir à l'État en vertu des dispositions de l'article D.33 du code du domaine de l'État, le CONCESSIONNAIRE aura à se défendre, le cas échéant, de toute action en revendication intentée par tout ayant droit sur l'IMMEUBLE concerné sans aucun recours contre l'État en cas d'éviction, à l'exception de celui permettant d'obtenir le remboursement, du loyer annuel payé d'avance et non échu.

Le CONCESSIONNAIRE fera en outre son affaire personnelle avec le ou les ayants droit éventuels pour obtenir le paiement des impenses ou autres indemnités qui pourraient être exigibles du fait des constructions édifiées sur le terrain donné à bail ainsi que de tous règlements à intervenir au sujet des fruits pouvant revenir à des tiers et attachés encore au terrain loué.

## **ARTICLE 7 - CHARGES ET CONDITIONS** **A - CHARGES ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

La présente concession est soumise aux clauses et conditions générales du cahier des charges susvisé qui sont toutes de rigueur.

La concession n'étant pas constitutive de droits réels immobilier, les constructions à usage d'habitation ne sont pas autorisées. Les constructions si elles sont nécessaires sont soumises à obligation d'avis de l'État avant la demande d'autorisation d'urbanisme préalable à la délivrance d'un permis de construire.

Il est rappelé également que le concessionnaire ne peut faire obstacle ni à l'exécution par l'État d'opérations tendant à la recherche de substances minières et à leur exploitation ni à l'exécution des travaux d'aménagement ou d'équipement collectifs. Les troubles de jouissance qui pourraient en résulter pour le concessionnaire ne peuvent donner lieu à une indemnité à la charge de l'État.

Le bornage du terrain présentement concédé devra être réalisé par le CONCESSIONNAIRE, à ses frais, préalablement à la signature du présent arrêté et devra respecter la réglementation en vigueur.

La concession est accordée **exclusivement** à titre personnel. Toute convention par laquelle le concessionnaire sous-louerait ou céderait tout ou partie de ses droits sur tout ou partie du terrain ou des locaux d'exploitation ou d'habitation, y compris ceux dont la construction est autorisée, est réputée nulle.

Si l'immeuble est situé le long d'une route ou d'un chemin classé, une demande de permission de voirie devra être déposée auprès de l'autorité compétente.

L'accès à la parcelle depuis la route départementale est exclusivement à la charge des utilisateurs, ce chemin d'exploitation est régi par les dispositions des articles L161-1 à L-161-1313 et D161-1 à D161-29 du Code rural et de la pêche maritime. A cet effet, le concessionnaire s'engage à adhérer à toute association syndicale qui serait constituée pour créer des ouvrages collectifs et assurer leur entretien.

## B - CHARGES ET CONDITIONS PARTICULIÈRES

La présente concession est en outre soumise aux conditions particulières ci-après : le terrain devra être utilisé conformément aux clauses de mise en valeur annexées au présent arrêté (ANNEXE N°1), et sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- à l'exclusion des chemins existants qui devront être maintenus dans le domanial privé de l'État.

### ARTICLE 8 - AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente concession provisoire ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### ARTICLE 9 - REDEVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R. 5141-11 du Code général de la Propriété des Personnes publiques, le concessionnaire est tenu de verser, pendant toute la durée de la concession et au profit du budget de l'État, une redevance annuelle de neuf cents euros (900€) payable en un seul terme et d'avance à la caisse de la Direction des Finances publiques – Rue Fiedmond - BP 7016 - 97307 CAYENNE CEDEX.

Le versement du premier terme devra avoir lieu dans le mois qui suit la réception du titre de paiement. À défaut de paiement dans les 6 mois, la déchéance peut être prononcée dans les conditions prévues aux articles R. 5141-12, R. 5141-13 et R. 5141-14 du code général de la propriété des personnes publiques.

La date de publication au Recueil des Actes Administratifs de l'arrêté de concession déterminera le jour de l'échéance des annuités suivantes, lesquelles devront être versées sans autre préavis à ladite caisse.

Chaque paiement effectué hors délai portera intérêts de plein droit, au profit du Trésor Public, au taux d'intérêt applicable en matière domaniale sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque, et quelle que soit la cause du retard.

Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois seront négligées.

Toutes les dispositions du présent article s'appliqueront, mutatis mutandis, dans le cas de prorogation du délai de 5 ans, ainsi que dans le cas d'occupation à titre précaire et révocable visé à l'article 4 ci-dessus.

### ARTICLE 10 - DÉCLARATIONS FISCALES

Le concessionnaire devra s'acquitter à compter du jour de la signature de l'arrêté, seul et sans recours contre l'État, toutes les impositions de quelque nature que ce soit qui peuvent ou pourront gréver le terrain les contributions et les charges relatives au fonds exploité.

### ARTICLE 11 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Cayenne :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Guyane,
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

### ARTICLE 12 - PUBLICATION ET EXÉCUTION

Le Secrétaire Général des Services de l'État en Guyane, le Directeur des Finances Publiques de la Guyane, le maire de SAINT-LAURENT-DU-MARONI sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressée, publié au Recueil des Actes Administratifs de la Guyane, une copie sera adressée à la mairie de SAINT-LAURENT-DU-MARONI pendant une durée de deux mois.

Cayenne le

13 JAN. 2023

Le préfet

Pour le préfet, le sous-préfet  
secrétaire général des services de l'État

Mathieu GATINEAU

## CONCESSION AGRICOLE

## ETAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE

De la parcelle portant le numéro **F 980**, d'une superficie totale de **5 ha 00 a 00 ca**, de **Madame LATTIN Imaelle**, au lieu-dit : « route Paul Isnard » située sur la commune de **Saint-Laurent du Maroni**, réalisé le **18/11/2022**, en présence de **Madame LATTIN Imaelle**.

<b>A. Délaissé marécageux</b>	Néant	<b>E. Cheptel</b>	Néant
<b>NATURE DU TERRAIN</b> - superficie sous forêt ..... - superficie sur savane .....	Néant Néant		
<b>B. Déforestation (en ha)</b> - surface déjà déforestée .... - surf. restant à déforester	5 ha 00 Néant		
<b>C. Plantations (en ha)</b>  - Canne à sucre	4 ha 90	<b>F. Matériel</b>	Néant
<b>D. Constructions (en m<sup>2</sup>)</b>  - Carbet vétuste	25 m <sup>2</sup>	<b>G. Réseaux divers</b>	L'électricité est distribuée sur la route qui longe la parcelle, mais non installée.

**Observations** : Terrain borné.

**L'attributaire**  
Imaelle LATTIN (Madame)

**L'enquêteur**  
François-Xavier DE LA FOYE  
(DGTM-DEAAF – Antenne Ouest)



Direction Générale des Territoires et de la Mer – Parc Rebard – BP5002 – 97305 Cayenne Cedex  
téléphone : 0594 29 63 17 – courriel : cecile.truong@agriculture.gouv.fr


Saint-Laurent du Maroni, le 18/11/2022

<b>CLAUSES DE MISE EN VALEUR</b>
----------------------------------

Du terrain de 5 ha 00 a 00 ca, portant le numéro F 980, au lieu-dit : « route Paul Isnard », situé sur la commune de Saint-Laurent du Maroni à joindre à l'acte de concession agricole de Madame LATTIN Imaelle, réalisé le 18/11/2022.

DESIGNATION	SUPERFICIE	OBSERVATIONS
<b>DEFORESTATION</b> - surface sous forêt ..... - surface déforestée..... - surface restant à déforester.....	Néant 5 ha 00 Néant	La parcelle est entièrement plantée en canne à sucre, hormis une surface d'environ 1000 m <sup>2</sup> , réservée à l'habitat.
- superficie sur savane..... - délaissé marécageux .....	Néant Néant	Malgré les canaux de drainage de part et d'autre de la parcelle, le sol demeure très humide.
<b>PLANTATIONS</b> - Canne à sucre	4 ha 90	La partie de la parcelle située le long de la route Paul Isnard, représentant environ 1000 m <sup>2</sup> , pourrait être réaménagée pour accueillir des activités pédagogiques et de divertissement.
<b>CONSTRUCTIONS (m<sup>2</sup>)</b> - Hangar	80 m <sup>2</sup>	
<b>CHEPTEL</b>	Néant	
<b>MATERIEL</b>	Néant	

**L'attributaire**  
Madame LATTIN Imaelle



Direction Générale des Territoires et de la Mer – Parc Rebard – BP5002 – 97305 Cayenne Cedex  
téléphone : 0594 29 63 17 – courriel : cecile.truong@agriculture.gouv.fr



Collectivité Territoriale  
de la GUYANE

Commune de SAINT-LAURENT  
DU MARONI

**PLAN DE DIVISION  
PARCELLAIRE**

Parcelle F 883

Contenance Cadastre :

Propriété de "ETAT"



Echelle : 1/2500°

Plan dressé le 12/11/2018  
Coordonnées planimétriques rattachées  
au système RGF 95 fuseau 22  
Nivellement rattaché au système NGG 77

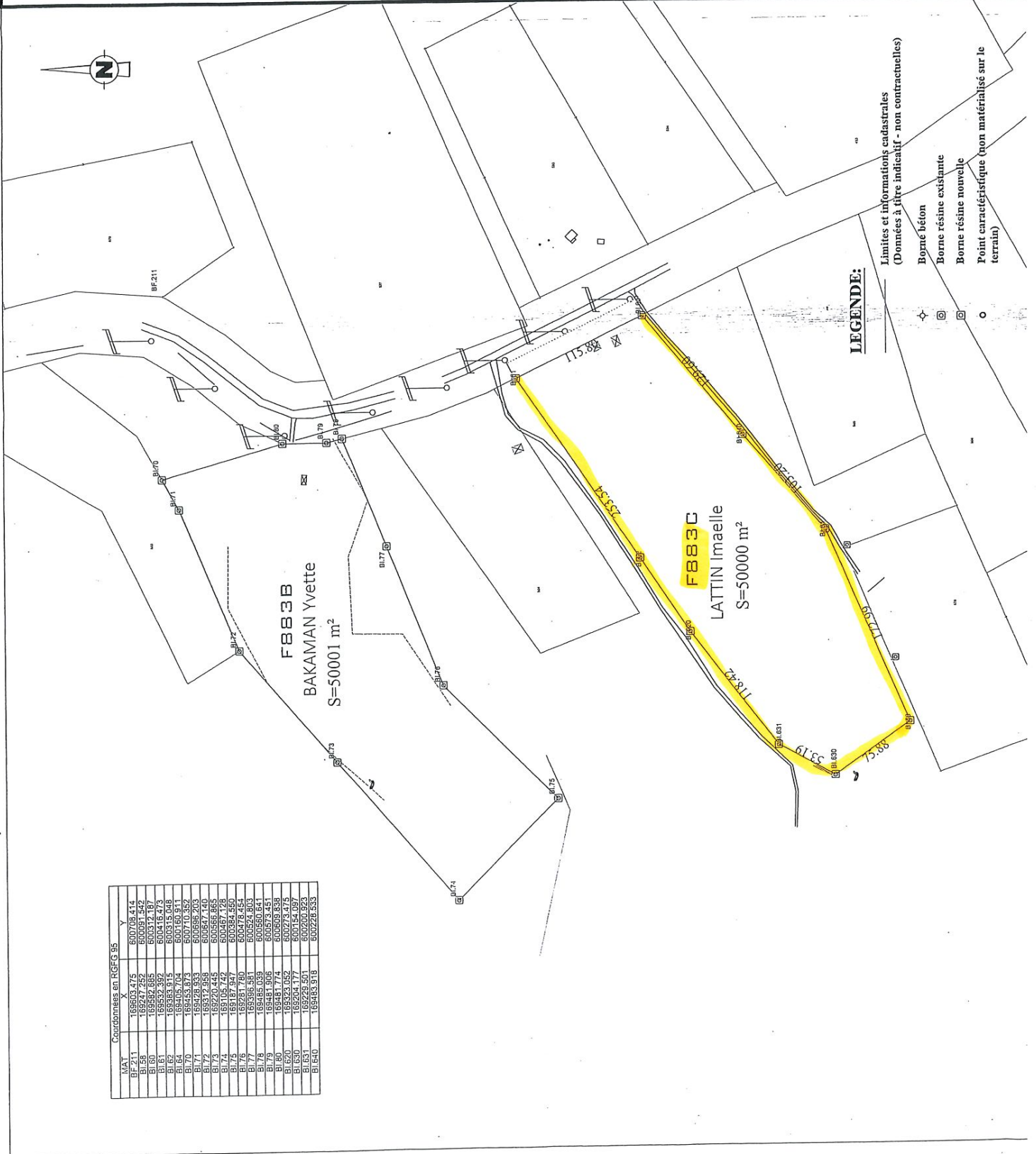


**ARMEGE**

GÉOMÈTRE-EXPERT  
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

ARMEGE : cabinet de géomètres-experts - Successeur du cabinet DEFGS DE BAU  
884, rue de la République - 97384 Maroni-Montali -  
Tél : 05 94 30 00 77 - Fax : 05 94 31 12 75 - Mail : contact@armege.gp

Dossier : 18026 Fichier : 18026.dwg



MAT	X	Y
BF 211	169603.475	600706.414
BI 58	169247.252	600091.542
BI 60	169582.935	600347.473
BI 62	169383.915	600315.048
BI 64	169405.704	600160.911
BI 70	169453.873	600710.352
BI 71	169429.953	600679.240
BI 72	169220.445	600566.885
BI 74	169105.742	600467.128
BI 75	169187.947	600394.560
BI 76	169261.780	600574.803
BI 78	169465.039	600550.841
BI 79	169481.906	600573.451
BI 80	169481.774	600609.858
BI 670	169323.052	600734.679
BI 631	169245.501	600200.533
BI 640	169483.918	600228.533

Direction Générale de la Coordination et de  
l'Animation du Territoire

R03-2023-01-13-00006

19287 MUKAMANA Vve MATABARO Charlotte  
arrêté portant concession provisoire agricole



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Générale  
Coordination et Animation Territoriale**

Direction Générale de la Coordination  
et de l'animation territoriale

Mission Foncier

**ARRÊTÉ n°**  
**portant concession provisoire en vue de la mise en valeur agricole à Madame Charlotte MUKAMANA Veuve MATABARO**  
**d'un terrain dépendant du Domaine Privé de l'État sis au lieu-dit « Rococoua » à IRACOUBO (Guyane)**

**Le préfet de la région Guyane  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L5141-1 et suivants et R5141-1 et suivants ;  
VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et la Réunion ;  
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements, et des régions modifiée par la loi n°96-142 du 21 février 1996 ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;  
VU le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;  
VU le décret du 25 novembre 2020 portant nomination de M. Thierry QUEFFELEC, préfet, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de Guyane ;  
VU le décret du 15 septembre 2021 portant nomination de M. Mathieu GATINEAU, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général des services de l'État, responsable de la coordination des politiques publiques, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;  
VU l'arrêté n° R03-2022-02-25-00003 du 25 février 2022 portant organisation des services de l'État en Guyane ;  
VU l'arrêté du 24 mars 1995 portant approbation du cahier des charges fixant les clauses et conditions générales des concessions agricoles en Guyane ;  
VU l'arrêté DRFIP R03-2016-10-06-048 portant fixation du barème des redevances pour les baux et concessions agricoles établis sur le domaine privé de l'État en Guyane ;  
VU l'arrêté R03-2021-10-04-00001 du 4 octobre 2021 portant délégation de signature à M. Mathieu GATINEAU, secrétaire général des services de l'État ;  
VU le procès verbal de la commission d'attribution foncière pour la mise en valeur agricole des terres domaniales en sa séance du 14/11/2017 ;  
VU le courrier notifiant la décision préfectorale à l'intéressée en date du 26/01/2018 ;  
VU le bornage, le programme de mise en valeur et l'état des lieux en date du 16/11/2022 et annexés à cet arrêté ;  
Sur proposition du secrétaire général des services de l'État ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 - DÉSIGNATION**

Aux termes d'une demande enregistrée par le service local du domaine sous le n° 19287, Madame Charlotte MUKAMANA Veuve MATABARO a sollicité la concession d'un terrain domanial, situé sur le territoire de la commune de IRACOUBO en vue d'y entreprendre une activité agricole, ainsi qu'il résulte des clauses de mise en valeur jointes à l'état des lieux contradictoire qui demeurera annexé aux présentes après mention (ANNEXE n°1).

Conformément aux dispositions des articles L5141-1 et R5141-1 et suivants du Code général de la Propriété des Personnes publiques, l'État, représenté par M. le Secrétaire général des Services de l'État en Guyane, concède à Madame Charlotte MUKAMANA Veuve MATABARO, née le 25/05/1970 à KIGALI (RWANDA), de nationalité rwandaise, demeurant et domiciliée : Piste de Rococoua, 97350 IRACOUBO désignée ci-après « le concessionnaire », l'immeuble dont la désignation suit et qui a fait l'objet d'un état des lieux contradictoire qui demeurera annexé au présent arrêté avec la mention (ANNEXE N°1).

Un terrain situé sur la commune de IRACOUBO (Guyane), au lieu-dit « Rococoua », portant les numéros fonciers :  
- F 773, d'une superficie de 04 hectares 71 ares 90 centiares (04ha71a90ca).  
- F 777, d'une superficie de 00 hectare 35 ares 85 centiares (00ha35a85ca).

Telle, au surplus, que la-dite parcelle est figurée sur le plan qui demeurera annexé aux présentes après mention (ANNEXE n°2), et telle qu'elle s'étend et comporte, sans exception ni réserve autres que celles résultant du cahier des charges établi pour les attributions de concessions agricoles et d'élevage en Guyane.

Hormis l'occupation éventuelle par le CONCESSIONNAIRE, le terrain présentement donné en concession à celui-ci est libre de toute location du chef de l'État.

Toutefois, le CONCESSIONNAIRE fera son affaire personnelle de l'éviction des occupants sans titre pouvant s'y trouver au moment de la concession, aucun recours ne pouvant être exercé à cet égard contre l'État.

Le concessionnaire déclare qu'il dépend du centre des impôts de SAINT-LAURENT-DU-MARONI (Guyane) pour ce qui concerne les déclarations nécessaires à la liquidation et à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

## **ARTICLE 2 - DURÉE ET POINT DE DEPART DE LA CONCESSION**

La concession est accordée pour une durée de CINQ (5) ANNÉES à compter de la date de signature du présent arrêté.

À l'expiration de ce délai, et après vérification et instruction par les services de l'État en Guyane, le concessionnaire peut obtenir la cession gratuite partielle ou entière du terrain après en avoir effectué la demande au moins six mois avant l'expiration de la concession conformément aux dispositions de l'article R. 5141-15 du code général de la propriété des personnes publiques, et s'il a exécuté et respecté toutes les clauses et conditions du contrat de concession, conformément aux dispositions des articles L. 5141-1 et L. 5141-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

Au cas contraire, il sera déchu de ses droits et l'État reprendra possession du terrain dans les formes et aux conditions prévues aux articles R. 5141-12, R. 5141-13 et R. 5141-14 du code général de la propriété des personnes publiques et ainsi qu'au cahier des charges susvisé, sauf s'il a obtenu, sur sa demande, des délais supplémentaires prorogeant la durée de la concession d'une ou plusieurs années, dans la limite de cinq années supplémentaires.

## **ARTICLE 3 - SITUATION JURIDIQUE PENDANT LA DUREE DE LA CONCESSION PROVISOIRE**

La présente concession provisoire du Domaine privé de l'État n'est pas constitutive de droits réels immobiliers.

## **ARTICLE 4 - SITUATION JURIDIQUE À L'EXPIRATION DE LA DURÉE DE LA CONCESSION**

À partir du lendemain du jour de l'expiration du délai accordé pour la concession, prolongé de ses éventuels délais supplémentaires et jusqu'au jour de la remise du titre définitif constatant le transfert de propriété ou jusqu'au jour de la réception par le concessionnaire de la notification d'une décision de déchéance, celui-ci bénéficiera d'une autorisation d'occupation à titre précaire et révocable du terrain précédemment concédé qui donnera lieu au paiement de la redevance visée à l'article 7 ci-après.

## **ARTICLE 5 - ORIGINE DE PROPRIÉTÉ**

L'IMMEUBLE objet des présentes appartient à l'État en vertu des dispositions de l'article D.33 du code du domaine de l'État, qui déclare faire partie du domaine de l'État les terres vacantes et sans maître du département de la Guyane, ainsi que celles qui n'ont pas été reconnues comme étant propriétés privées, individuelles ou collectives, en vertu des dispositions du décret n°46-80 du 16 janvier 1946.

## **ARTICLE 6 - ACTIONS EN REVENDICATION**

L'IMMEUBLE étant réputé appartenir à l'État en vertu des dispositions de l'article D.33 du code du domaine de l'État, le CONCESSIONNAIRE aura à se défendre, le cas échéant, de toute action en revendication intentée par tout ayant droit sur l'IMMEUBLE concerné sans aucun recours contre l'État en cas d'éviction, à l'exception de celui permettant d'obtenir le remboursement, du loyer annuel payé d'avance et non échu.

Le CONCESSIONNAIRE fera en outre son affaire personnelle avec le ou les ayants droit éventuels pour obtenir le paiement des impenses ou autres indemnités qui pourraient être exigibles du fait des constructions édifiées sur le terrain donné à bail ainsi que de tous règlements à intervenir au sujet des fruits pouvant revenir à des tiers et attachés encore au terrain loué.

## **ARTICLE 7 - CHARGES ET CONDITIONS** **A - CHARGES ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

La présente concession est soumise aux clauses et conditions générales du cahier des charges susvisé qui sont toutes de rigueur.

La concession n'étant pas constitutive de droits réels immobilier, les constructions à usage d'habitation ne sont pas autorisées. Les constructions si elles sont nécessaires sont soumises à obligation d'avis de l'État avant la demande d'autorisation d'urbanisme préalable à la délivrance d'un permis de construire.

Il est rappelé également que le concessionnaire ne peut faire obstacle ni à l'exécution par l'État d'opérations tendant à la recherche de substances minières et à leur exploitation ni à l'exécution des travaux d'aménagement ou d'équipement collectifs. Les troubles de jouissance qui pourraient en résulter pour le concessionnaire ne peuvent donner lieu à une indemnité à la charge de l'État.

Le bornage du terrain présentement concédé devra être réalisé par le CONCESSIONNAIRE, à ses frais, préalablement à la signature du présent arrêté et devra respecter la réglementation en vigueur.

La concession est accordée **exclusivement** à titre personnel. Toute convention par laquelle le concessionnaire sous-louerait ou céderait tout ou partie de ses droits sur tout ou partie du terrain ou des locaux d'exploitation ou d'habitation, y compris ceux dont la construction est autorisée, est réputée nulle.

Si l'immeuble est situé le long d'une route ou d'un chemin classé, une demande de permission de voirie devra être déposée auprès de l'autorité compétente.

L'accès à la parcelle depuis la route départementale est exclusivement à la charge des utilisateurs, ce chemin d'exploitation est régi par les dispositions des articles L161-1 à L-161-1313 et D161-1 à D161-29 du Code rural et de la pêche maritime. A cet effet, le concessionnaire s'engage à adhérer à toute association syndicale qui serait constituée pour créer des ouvrages collectifs et assurer leur entretien.

## B - CHARGES ET CONDITIONS PARTICULIÈRES

La présente concession est en outre soumise aux conditions particulières ci-après : le terrain devra être utilisé conformément aux clauses de mise en valeur annexées au présent arrêté (ANNEXE N°1), et sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- le terrain borné à votre profit n'empiète pas sur le terrain déjà attribué à des tiers.

### ARTICLE 8 - AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente concession provisoire ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### ARTICLE 9 - REDEVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R. 5141-11 du Code général de la Propriété des Personnes publiques, le concessionnaire est tenu de verser, pendant toute la durée de la concession et au profit du budget de l'État, une redevance annuelle de six-cent-dix euros (610€) payable en un seul terme et d'avance à la caisse de la Direction des Finances publiques – Rue Fiedmond - BP 7016 - 97307 CAYENNE CEDEX.

Le versement du premier terme devra avoir lieu dans le mois qui suit la réception du titre de paiement. À défaut de paiement dans les 6 mois, la déchéance peut être prononcée dans les conditions prévues aux articles R. 5141-12, R. 5141-13 et R. 5141-14 du code général de la propriété des personnes publiques.

La date de publication au Recueil des Actes Administratifs de l'arrêté de concession déterminera le jour de l'échéance des annuités suivantes, lesquelles devront être versées sans autre préavis à ladite caisse.

Chaque paiement effectué hors délai portera intérêts de plein droit, au profit du Trésor Public, au taux d'intérêt applicable en matière domaniale sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque, et quelle que soit la cause du retard.

Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois seront négligées.

Toutes les dispositions du présent article s'appliqueront, mutatis mutandis, dans le cas de prorogation du délai de 5 ans, ainsi que dans le cas d'occupation à titre précaire et révocable visé à l'article 4 ci-dessus.

### ARTICLE 10 - DÉCLARATIONS FISCALES

Le concessionnaire devra s'acquitter à compter du jour de la signature de l'arrêté, seul et sans recours contre l'État, toutes les impositions de quelque nature que ce soit qui peuvent ou pourront gréver le terrain les contributions et les charges relatives au fonds exploité.

### ARTICLE 11 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Cayenne :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Guyane,
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

### ARTICLE 12 - PUBLICATION ET EXÉCUTION

Le Secrétaire Général des Services de l'État en Guyane, le Directeur des Finances Publiques de la Guyane, le maire de IRACOUBO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressée, publié au Recueil des Actes Administratifs de la Guyane, une copie sera adressée à la mairie de IRACOUBO pendant une durée de deux mois.

Cayenne le

13 JAN. 2023

Le préfet

Pour le préfet, le sous-préfet  
secrétaire général des services de l'État

Mathieu GATINEAU

## CONCESSION AGRICOLE

## ETAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE

De la parcelle portant le numéro **F 773 et F 777**, d'une superficie totale, respectivement de **4 ha 71 a 90 ca** et de **0 ha 35 a 85 ca**, de **Madame MUKAMANA épouse MATABARO Charlotte**, au lieu-dit : « Rococoua » située sur la commune de IRACOUBO, réalisé le 16/11/2022, en présence de Madame MUKAMANA épouse MATABARO Charlotte.

<b>A. Délaié marécageux</b>	Néant	<b>E. Cheptel</b>	
<b>NATURE DU TERRAIN</b> - superficie sous forêt ..... - superficie sur savane .....	Néant Néant	- Poules - Chèvres	250 2
<b>B. Déforestation (en ha)</b> - surface déjà déforestée .... - surf. restant à déforester	5 ha 07 Néant		
<b>C. Plantations (en ha)</b> - Verger et autres cultures associées (citronniers, ananas, bananiers)  - Cultures maraîchères (tomates, poivrons, céleris, autres)  - Parcours pour animaux et surfaces au repos	3 ha 00  0 ha 50  1 ha 57	<b>F. Matériel</b>	Néant
<b>D. Constructions (en m<sup>2</sup>)</b> - Maison en dur - Abris précaire - Poulailier	200 m <sup>2</sup> 30 m <sup>2</sup> 150 m <sup>2</sup>	<b>G. Réseaux divers</b>	Néant

**Observations : Terrain borné.**

L'attributaire **Madame MUKAMANA épouse MATABARO Charlotte**  
Madame MUKAMANA épouse MATABARO Charlotte

L'enquêteur

François-Xavier DE LA FOYE  
(DGTM-DEAAF – Antenne Ouest)



Direction Générale des Territoires et de la Mer – Parc Rebard – BP5002 – 97305 Cayenne Cedex  
téléphone : 0594 29 63 17 – courriel : cecile.truong@agriculture.gouv.fr

Iracoubo, le 16/11/2022

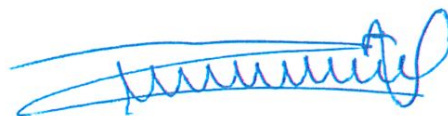
<b>CLAUSES DE MISE EN VALEUR</b>
----------------------------------

Du terrain de 4 ha 71 a 90 ca, portant le numéro **F 773 et F 777**, au lieu-dit : **Rocoboua**, situé sur la commune de **IRACOUBO** à joindre à l'acte de concession agricole de **Madame MUKAMANA épouse MATABARO Charlotte**, réalisé le 16/11/2022.

DESIGNATION	SUPERFICIE	OBSERVATIONS
<b>DEFORESTATION</b>		
- surface sous forêt .....	Néant	
- surface déforestée.....	5 ha 07	
- surface restant à déforester.....	Néant	
- superficie sur savane.....	Néant	
- délaissé marécageux .....	Néant	
<b>PLANTATIONS</b>		
- Vergers (citronniers, avocats)	3 ha 00	
- Bananiers	1 ha 00	
- Ananas	1 ha 00	
<b>CONSTRUCTIONS (m<sup>2</sup>)</b>		Pas de constructions nouvelles
<b>CHEPTEL</b>		
- Poules pondeuses	1000	
- Chèvres	2	
<b>MATERIEL</b>		En fonction des possibilités financières

L'attributaire

Madame MUKAMANA épouse MATABARO Charlotte



Direction Générale des Territoires et de la Mer – Parc Rebard – BP5002 – 97305 Cayenne Cedex  
téléphone : 0594 29 63 17 – courriel : cecile.truong@agriculture.gouv.fr

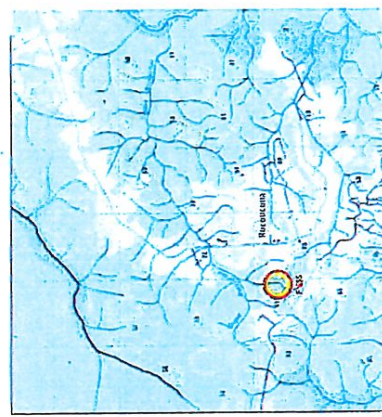
Collectivité Territoriale de la GUYANE

Commune de IRACOUBO  
Lieu dit : "Rococoua"

**PLAN DE DIVISION Plan individuel**  
**Atributaire:**  
**Mme. MUKAMANA épouse MATABARO Charlotte**

Parcelle F 773  
S=47190 m<sup>2</sup>

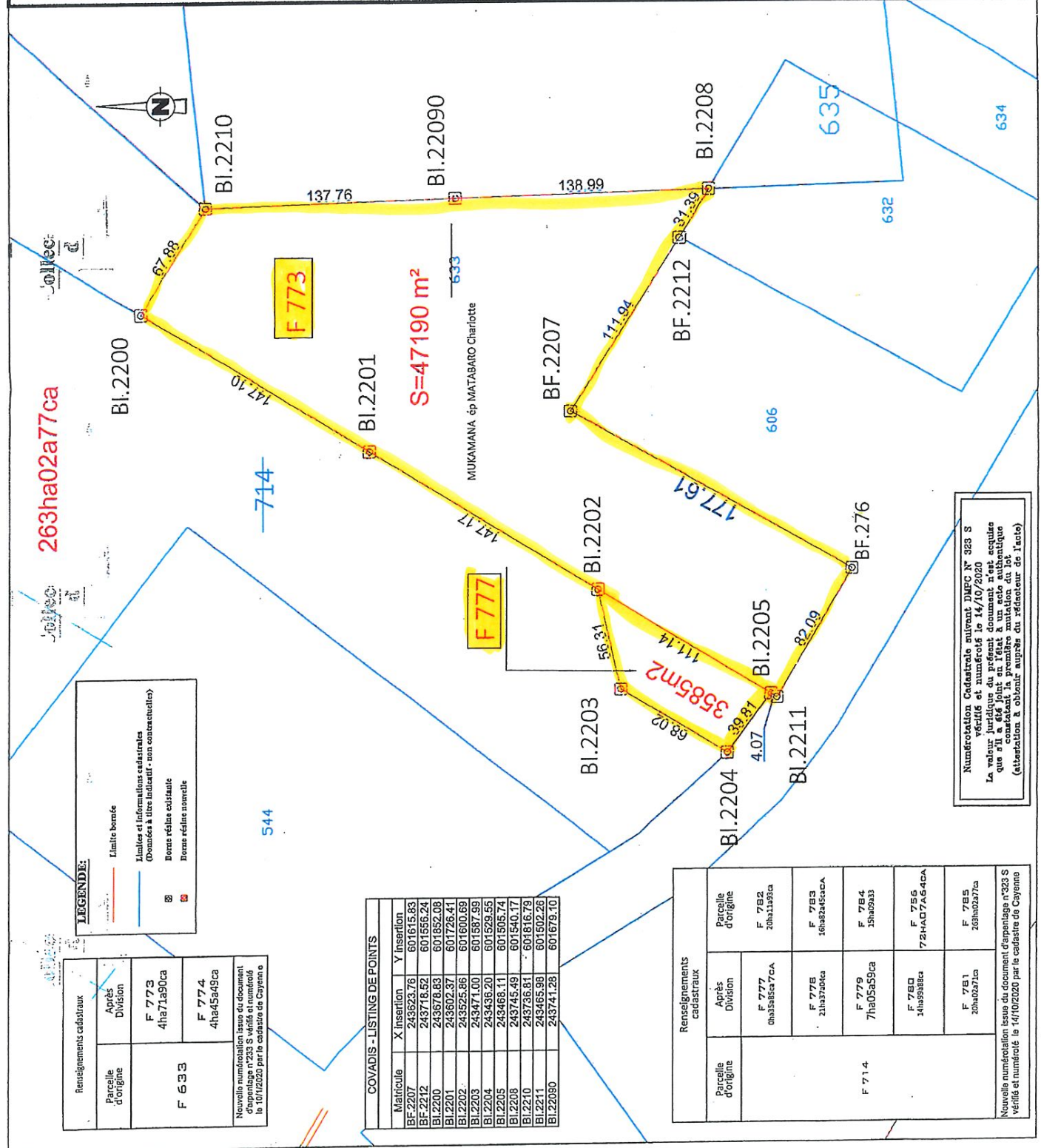
Parcelle F 777  
S=3585 m<sup>2</sup>



Echelle : 1/2000°  
Plan dressé le 13 novembre juillet 2020  
Coordonnées planimétriques rattachées au système RGF 95 Niveau 22



Dossier : 19002 Fichier : 19002.dwg



**LEGENDE:**  
--- Limite bornée  
--- Limites et Informations cadastrales (Composé à titre indicatif - non contractuelles)  
--- Bornes réelles existantes  
--- Bornes réelles nouvelles

Renseignements cadastraux	
Parcelle d'origine	Après Division
F 633	F 773 4ha71a90ca
	F 774 4ha45a349ca

Nouvelle numérotation issue du document d'appoint n°233 S vérifié et numéroté le 10/10/2020 par le cadastre de Cayenne

COVADIS - LISTING DE POINTS		
Matricule	X Insertion	Y Insertion
BF.2207	243623.76	601615.83
BF.2212	243716.52	601556.24
BI.2200	243676.83	601652.08
BI.2201	243602.37	601726.41
BI.2202	243525.86	601600.69
BI.2203	243471.00	601587.99
BI.2204	243436.20	601528.55
BI.2205	243466.11	601505.74
BI.2206	243745.49	601816.79
BI.2210	243736.81	601816.79
BI.2211	243465.99	601502.26
BI.22090	243741.28	601679.10

Renseignements cadastraux		
Parcelle d'origine	Après Division	Parcelle d'origine
F 777	F 777 0ha35a8ca7ca	F 752 20ha11a93ca
F 778	F 778 2ha37a0ca	F 753 16ha24a5aca
F 779	F 779 7ha05a59ca	F 754 15ha69a33
F 780	F 780 14ha59a88ca	F 755 72ha40a74a4ca
F 781	F 781 20ha0a71ca	F 756 26ha02a77ca

Nouvelle numérotation issue du document d'appoint n°233 S vérifié et numéroté le 14/10/2020 par le cadastre de Cayenne

Numérotation Cadastre suivant DMFC N° 323 S vérifié et numéroté le 14/10/2020  
La valeur juridique du présent document n'est acquise que s'il a été joint au lot à un acte authentique consacrant la première mutation du lot (attestation à obtenir auprès du rédacteur de l'acte)



Direction Générale de la Coordination et de  
l'Animation du Territoire

R03-2023-01-13-00003

19941 GLAZER Alexis arrêté portant concession  
provisoire agricole



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Générale  
Coordination et Animation Territoriale**

Direction Générale de la Coordination  
et de l'animation territoriale

Mission Foncier

**ARRÊTÉ n°**

**portant concession provisoire en vue de la mise en valeur agricole à Monsieur Alexis GLAZER d'un terrain dépendant du Domaine Privé de l'État sis au lieu-dit « Gabaret » à SAINT-GEORGES-DE-L'OYAPOCK (Guyane)**

**Le préfet de la région Guyane  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L5141-1 et suivants et R5141-1 et suivants ;  
VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et la Réunion ;  
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements, et des régions modifiée par la loi n°96-142 du 21 février 1996 ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;  
VU le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;  
VU le décret du 25 novembre 2020 portant nomination de M. Thierry QUEFFELEC, préfet, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de Guyane ;  
VU le décret du 15 septembre 2021 portant nomination de M. Mathieu GATINEAU, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général des services de l'État, responsable de la coordination des politiques publiques, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;  
VU l'arrêté n° R03-2022-02-25-00003 du 25 février 2022 portant organisation des services de l'État en Guyane ;  
VU l'arrêté du 24 mars 1995 portant approbation du cahier des charges fixant les clauses et conditions générales des concessions agricoles en Guyane ;  
VU l'arrêté DRFIP R03-2016-10-06-048 portant fixation du barème des redevances pour les baux et concessions agricoles établis sur le domaine privé de l'État en Guyane ;  
VU l'arrêté R03-2021-10-04-00001 du 4 octobre 2021 portant délégation de signature à M. Mathieu GATINEAU, secrétaire général des services de l'État ;  
VU le procès verbal de la commission d'attribution foncière pour la mise en valeur agricole des terres domaniales en sa séance du 28/03/2019 ;  
VU le courrier notifiant la décision préfectorale à l'intéressé en date du 29/04/2019 ;  
VU le bornage, le programme de mise en valeur et l'état des lieux en date du 09/09/2022 et annexés à cet arrêté ;  
Sur proposition du secrétaire général des services de l'État ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 - DÉSIGNATION**

Aux termes d'une demande enregistrée par le service local du domaine sous le n° 19941, Monsieur Alexis GLAZER a sollicité la concession d'un terrain domanial, situé sur le territoire de la commune de SAINT-GEORGES-DE-L'OYAPOCK en vue d'y entreprendre une activité agricole, ainsi qu'il résulte des clauses de mise en valeur jointes à l'état des lieux contradictoire qui demeurera annexé aux présentes après mention (ANNEXE n°1).

Conformément aux dispositions des articles L5141-1 et R5141-1 et suivants du Code général de la Propriété des Personnes publiques, l'État, représenté par M. le Secrétaire général des Services de l'État en Guyane, concède à Monsieur Alexis GLAZER, né le 28/06/1973 à MULHOUSE (HAUT-RHIN), de nationalité française, demeurant et domicilié : Lotissement Savane, 97313 SAINT-GEORGES-DE-L'OYAPOCK désigné ci-après « le concessionnaire », l'immeuble dont la désignation suit et qui a fait l'objet d'un état des lieux contradictoire qui demeurera annexé au présent arrêté avec la mention (ANNEXE N°1).

Un terrain situé sur la commune de SAINT-GEORGES-DE-L'OYAPOCK (Guyane), au lieu-dit « Gabaret », portant le numéro foncier AI 146, d'une superficie de 05 hectares 00 are 00 centiare (05ha00ca).

Telle, au surplus, que la-dite parcelle est figurée sur le plan qui demeurera annexé aux présentes après mention (ANNEXE n°2), et telle qu'elle s'étend et comporte, sans exception ni réserve autres que celles résultant du cahier des charges établi pour les attributions de concessions agricoles et d'élevage en Guyane.

Hormis l'occupation éventuelle par le CONCESSIONNAIRE, le terrain présentement donné en concession à celui-ci est libre de toute location du chef de l'État.

Toutefois, le CONCESSIONNAIRE fera son affaire personnelle de l'éviction des occupants sans titre pouvant s'y trouver au moment de la concession, aucun recours ne pouvant être exercé à cet égard contre l'État.

Le concessionnaire déclare qu'il dépend du centre des impôts de CAYENNE (Guyane) pour ce qui concerne les déclarations nécessaires à la liquidation et à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

## **ARTICLE 2 - DURÉE ET POINT DE DEPART DE LA CONCESSION**

La concession est accordée pour une durée de CINQ (5) ANNÉES à compter de la date de signature du présent arrêté.

À l'expiration de ce délai, et après vérification et instruction par les services de l'État en Guyane, le concessionnaire peut obtenir la cession gratuite partielle ou entière du terrain après en avoir effectué la demande au moins six mois avant l'expiration de la concession conformément aux dispositions de l'article R. 5141-15 du code général de la propriété des personnes publiques, et s'il a exécuté et respecté toutes les clauses et conditions du contrat de concession, conformément aux dispositions des articles L. 5141-1 et L. 5141-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

Au cas contraire, il sera déchu de ses droits et l'État reprendra possession du terrain dans les formes et aux conditions prévues aux articles R. 5141-12, R. 5141-13 et R. 5141-14 du code général de la propriété des personnes publiques et ainsi qu'au cahier des charges susvisé, sauf s'il a obtenu, sur sa demande, des délais supplémentaires prorogeant la durée de la concession d'une ou plusieurs années, dans la limite de cinq années supplémentaires.

## **ARTICLE 3 - SITUATION JURIDIQUE PENDANT LA DUREE DE LA CONCESSION PROVISOIRE**

La présente concession provisoire du Domaine privé de l'État n'est pas constitutive de droits réels immobiliers.

## **ARTICLE 4 - SITUATION JURIDIQUE À L'EXPIRATION DE LA DURÉE DE LA CONCESSION**

À partir du lendemain du jour de l'expiration du délai accordé pour la concession, prolongé de ses éventuels délais supplémentaires et jusqu'au jour de la remise du titre définitif constatant le transfert de propriété ou jusqu'au jour de la réception par le concessionnaire de la notification d'une décision de déchéance, celui-ci bénéficiera d'une autorisation d'occupation à titre précaire et révocable du terrain précédemment concédé qui donnera lieu au paiement de la redevance visée à l'article 7 ci-après.

## **ARTICLE 5 - ORIGINE DE PROPRIÉTÉ**

L'IMMEUBLE objet des présentes appartient à l'État en vertu des dispositions de l'article D.33 du code du domaine de l'État, qui déclare faire partie du domaine de l'État les terres vacantes et sans maître du département de la Guyane, ainsi que celles qui n'ont pas été reconnues comme étant propriétés privées, individuelles ou collectives, en vertu des dispositions du décret n°46-80 du 16 janvier 1946.

## **ARTICLE 6 - ACTIONS EN REVENDICATION**

L'IMMEUBLE étant réputé appartenir à l'État en vertu des dispositions de l'article D.33 du code du domaine de l'État, le CONCESSIONNAIRE aura à se défendre, le cas échéant, de toute action en revendication intentée par tout ayant droit sur l'IMMEUBLE concerné sans aucun recours contre l'État en cas d'éviction, à l'exception de celui permettant d'obtenir le remboursement, du loyer annuel payé d'avance et non échu.

Le CONCESSIONNAIRE fera en outre son affaire personnelle avec le ou les ayants droit éventuels pour obtenir le paiement des impenses ou autres indemnités qui pourraient être exigibles du fait des constructions édifiées sur le terrain donné à bail ainsi que de tous règlements à intervenir au sujet des fruits pouvant revenir à des tiers et attachés encore au terrain loué.

## **ARTICLE 7 - CHARGES ET CONDITIONS** **A - CHARGES ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

La présente concession est soumise aux clauses et conditions générales du cahier des charges susvisé qui sont toutes de rigueur.

La concession n'étant pas constitutive de droits réels immobilier, les constructions à usage d'habitation ne sont pas autorisées. Les constructions si elles sont nécessaires sont soumises à obligation d'avis de l'État avant la demande d'autorisation d'urbanisme préalable à la délivrance d'un permis de construire.

Il est rappelé également que le concessionnaire ne peut faire obstacle ni à l'exécution par l'État d'opérations tendant à la recherche de substances minières et à leur exploitation ni à l'exécution des travaux d'aménagement ou d'équipement collectifs. Les troubles de jouissance qui pourraient en résulter pour le concessionnaire ne peuvent donner lieu à une indemnité à la charge de l'État.

Le bornage du terrain présentement concédé devra être réalisé par le CONCESSIONNAIRE, à ses frais, préalablement à la signature du présent arrêté et devra respecter la réglementation en vigueur.

La concession est accordée **exclusivement** à titre personnel. Toute convention par laquelle le concessionnaire sous-louerait ou céderait tout ou partie de ses droits sur tout ou partie du terrain ou des locaux d'exploitation ou d'habitation, y compris ceux dont la construction est autorisée, est réputée nulle.

Si l'immeuble est situé le long d'une route ou d'un chemin classé, une demande de permission de voirie devra être déposée auprès de l'autorité compétente.

L'accès à la parcelle depuis la route départementale est exclusivement à la charge des utilisateurs, ce chemin d'exploitation est régi par les dispositions des articles L161-1 à L-161-1313 et D161-1 à D161-29 du Code rural et de la pêche maritime. A cet effet, le concessionnaire

s'engage à adhérer à toute association syndicale qui serait constituée pour créer des ouvrages collectifs et assurer leur entretien.

## **B - CHARGES ET CONDITIONS PARTICULIÈRES**

La présente concession est en outre soumise aux conditions particulières ci-après : le terrain devra être utilisé conformément aux clauses de mise en valeur annexées au présent arrêté (ANNEXE N°1)

### **ARTICLE 8 - AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

La présente concession provisoire ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **ARTICLE 9 - REDEVANCE**

Conformément aux dispositions de l'article R. 5141-11 du Code général de la Propriété des Personnes publiques, le concessionnaire est tenu de verser, pendant toute la durée de la concession et au profit du budget de l'État, une redevance annuelle de deux cents euros (200€) payable en un seul terme et d'avance à la caisse de la Direction des Finances publiques – Rue Fiedmond - BP 7016 - 97307 CAYENNE CEDEX.

Le versement du premier terme devra avoir lieu dans le mois qui suit la réception du titre de paiement.

À défaut de paiement dans les 6 mois, la déchéance peut être prononcée dans les conditions prévues aux articles R. 5141-12, R. 5141-13 et R. 5141-14 du code général de la propriété des personnes publiques.

La date de publication au Recueil des Actes Administratifs de l'arrêté de concession déterminera le jour de l'échéance des annuités suivantes, lesquelles devront être versées sans autre préavis à ladite caisse.

Chaque paiement effectué hors délai portera intérêts de plein droit, au profit du Trésor Public, au taux d'intérêt applicable en matière domaniale sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque, et quelle que soit la cause du retard.

Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois seront négligées.

Toutes les dispositions du présent article s'appliqueront, mutatis mutandis, dans le cas de prorogation du délai de 5 ans, ainsi que dans le cas d'occupation à titre précaire et révoquant visé à l'article 4 ci-dessus.

### **ARTICLE 10 - DÉCLARATIONS FISCALES**

Le concessionnaire devra s'acquitter à compter du jour de la signature de l'arrêté, seul et sans recours contre l'État, toutes les impositions de quelque nature que ce soit qui peuvent ou pourront grever le terrain les contributions et les charges relatives au fonds exploité.

### **ARTICLE 11 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Cayenne :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Guyane,
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

### **ARTICLE 12 - PUBLICATION ET EXÉCUTION**

Le Secrétaire Général des Services de l'État en Guyane, le Directeur des Finances Publiques de la Guyane, le maire de SAINT-GEORGES-DE-L'OYAPOCK sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressé, publié au Recueil des Actes Administratifs de la Guyane, une copie sera adressée à la mairie de SAINT-GEORGES-DE-L'OYAPOCK pendant une durée de deux mois.

Cayenne le

13 JAN. 2023

Le préfet

Pour le préfet, le sous-préfet  
secrétaire général des services de l'État

Mathieu GATINEAU

## CONCESSION AGRICOLE

## ETAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE

De la parcelle portant le numéro **AI 146** d'une superficie totale de **5 ha 00 a 00 ca**, de Monsieur **GLAZER Alexis**, au lieu-dit : « **Gabaret** » située sur la commune de **Saint-Georges**, réalisé le 9 septembre 2022, en présence de Monsieur **GLAZER Alexis**.

<b>A. Délaissé marécageux</b>	0 ha 50 a	<b>E. Cheptel</b>	
<b>NATURE DU TERRAIN</b> - superficie sous forêt ..... - superficie sur savane ..... -----	5 ha 00 a 00 ca -	Néant	
<b>B. Déforestation (en ha)</b> - surface déjà déforestée .... - surf. restant à déforester	2 ha 00 a 1 ha 50 a		
<b>C. Plantations (en ha)</b> - Café - Arbres fruitiers (avocat, mangue, cajou, cupuaçu)	200 plants 1 ha 50	<b>F. Matériel</b> - Contener - Débroussailleuse - Autoportée	1 1 1
<b>D. Constructions (en m<sup>2</sup>)</b> - Carbet de repos et stockage	30 m <sup>2</sup>	<b>G. Réseaux divers</b> - Téléphone - Accès	Pont de 50m à construire

Observations : Terrain borné.

L'Attributaire



GLAZER Alexis

L'Enquêtrice



C. TRUONG

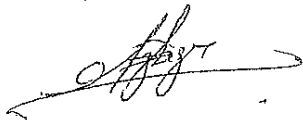
Direction Générale des Territoires et de la Mer – Parc Rebard – BP5002 – 97305 Cayenne Cedex  
téléphone : 0594 29 63 17 – courriel : cecile.truong@guyane.pref.gouv.fr

<b>CLAUSES DE MISE EN VALEUR</b>
----------------------------------

Du terrain de 5 ha 00 a 00 ca, portant le numéro **AI 146**, au lieu-dit : **Gabaret**, situé sur la commune de **Saint-Georges** à joindre à l'acte de concession agricole de Monsieur **GLAZER Alexis**, réalisé le 9 septembre 2022.

DESIGNATION	SUPERFICIE	OBSERVATIONS
<b>DEFORESTATION</b> - surface sous forêt ..... - surface déforestée..... - surface restant à déforester.....	5 ha 00 a 00 ca 2 ha 00 a 00 ca 1 ha 50 a 00 ca	
- superficie sur savane..... - délaissé marécageux .....	- 0 ha 50 a 00 ca	
<b>PLANTATIONS</b> <i>(préciser la densité de plantation)</i>  - Maraîchage (Piment, aubergine) - Maracudja - Arbres fruitiers (avocat, cupuaçu) - Banane	1 ha 2 ha 1 ha	Le cupuaçu sera planté en agroforesterie
<b>CONSTRUCTIONS (m<sup>2</sup>)</b>  - Maison d'habitation - Carbet de stockage	A construire Déjà existant	
<b>CHEPTEL</b>  Néant		
<b>MATERIEL</b>  - Tracteur - Broyeur	Seulement si habitation sur place	

L'Attributaire,



**GLAZER Alexis**

Direction Générale des Territoires et de la Mer – Parc Rebard – BP5002 – 97305 Cayenne Cedex  
téléphone : 0594 29 63 17 – courriel : cecile.truong@guyane.pref.gouv.fr

RÉQUISITION DE DIVISION

D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN  
CADASTRAL (DGFiP)

Commune : Saint-Georges  
Section : AI  
Feuille(s) :  
Qualité du plan :  
Echelle d'origine : 5000  
Echelle d'édition : 2000  
Date de l'édition : 01/01/2007  
Support magnétique :

N° d'ordre du document d'arpentage :  
Numéro d'ordre du registre de constatation  
des droits :  
Cachet du service d'origine :

GLAZER Alexis

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n°56-471 du 30 avril 1955)


Le présent document d'arpentage, certifié par les  
propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - ~~Après les indications des~~ ~~propriétaires~~ ~~et~~ ~~des~~ ~~services~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~région~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~Normandie~~  
B - ~~Après les indications des~~ ~~propriétaires~~ ~~et~~ ~~des~~ ~~services~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~région~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~Normandie~~  
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage  
dont copie ci-jointe, dressé le \_\_\_\_\_  
par M. LEFOL Jean  
géomètre à Rémire-Montjoly

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance  
des informations précitées et avoir été informés  
6463

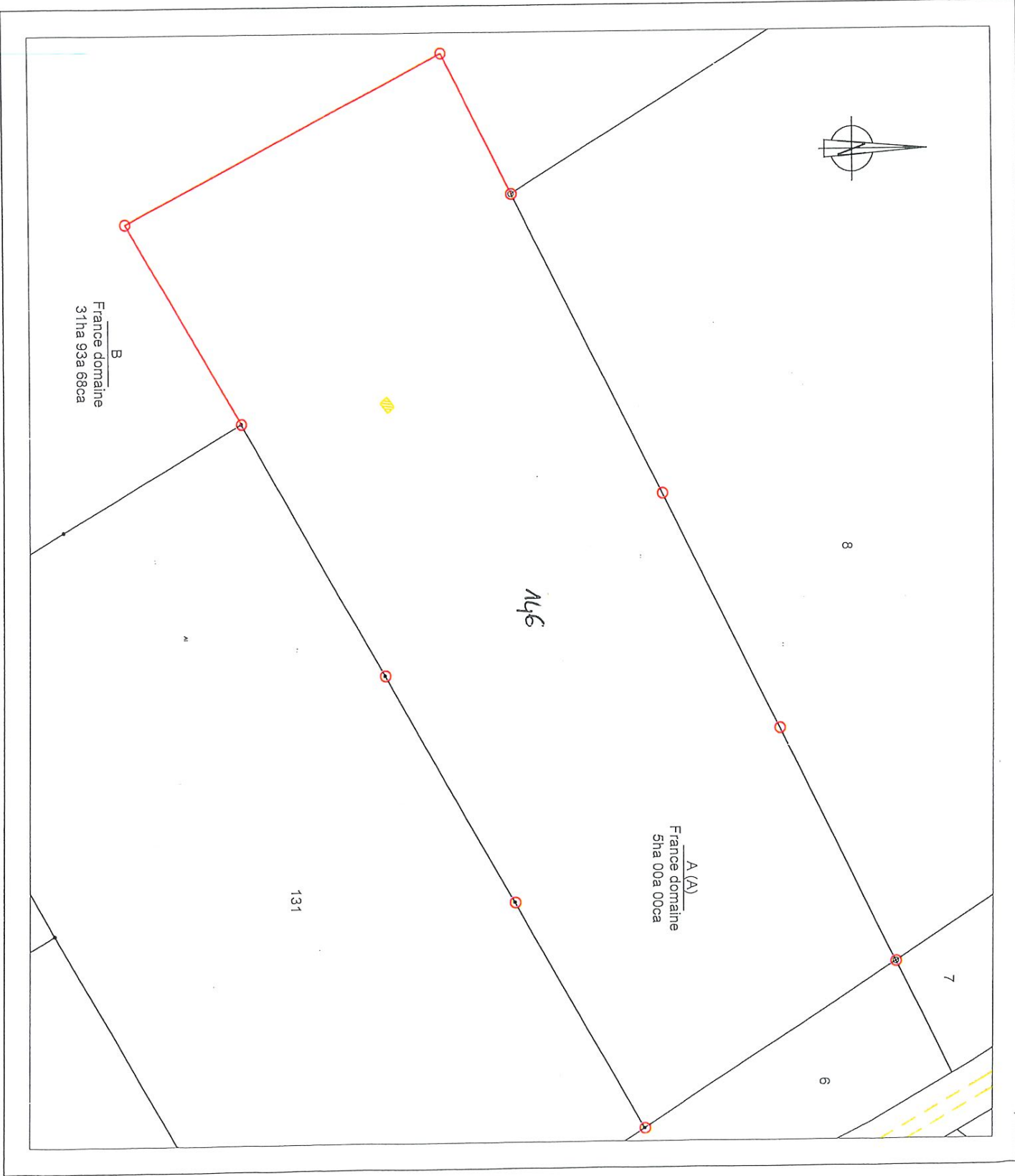
A ~~Carlo Finlay~~ ~~Service France Domaines~~  
Rue Carlos Finlay BP 6027  
97306 CAYENNE CEDEX 01  
Téléphone : 05 94 28 30 40  
Télécopie : 05 94 28 27 74

Document d'arpentage dressé par  
M. LEFOL Jean  
à Rémire-Montjoly

Date : 06/11/2019  
Signature : 

Jean LE FOL  
Géomètre-Expert  
Rémire-Montjoly  
Inscription à l'Ordre 4999

(1) Rayer les mentions s'il y a lieu. La formule A n'est applicable que dans le cas  
d'une esquisse (plan) renouvelé par voie de mise à jour, dans la mesure où les  
propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou  
technicien retraité du cadastre, etc...)  
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire  
(mandataire, avocat représentant, qualité de l'acte appropriée, etc.)



ANNEXE 2

Direction Générale de la Coordination et de  
l'Animation du Territoire

R03-2023-01-13-00004

20250 LY Guillaume Sinthong arrêté portant  
Concession provisoire agricole





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Générale  
Coordination et Animation Territoriale**

Direction Générale de la Coordination  
et de l'animation territoriale

Mission Foncier

**ARRÊTÉ n°**

**portant concession provisoire en vue de la mise en valeur agricole à Monsieur Guillaume Sinthong LY d'un terrain dépendant du  
Domaine Privé de l'État sis au lieu-dit « Corossony I » à RÉGINA (Guyane)**

**Le préfet de la région Guyane  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L5141-1 et suivants et R5141-1 et suivants ;  
VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et la Réunion ;  
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements, et des régions modifiée par la loi n°96-142 du 21 février 1996 ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;  
VU le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;  
VU le décret du 25 novembre 2020 portant nomination de M. Thierry QUEFFELEC, préfet, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de Guyane ;  
VU le décret du 15 septembre 2021 portant nomination de M. Mathieu GATINEAU, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général des services de l'État, responsable de la coordination des politiques publiques, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;  
VU l'arrêté n° R03-2022-02-25-00003 du 25 février 2022 portant organisation des services de l'État en Guyane ;  
VU l'arrêté du 24 mars 1995 portant approbation du cahier des charges fixant les clauses et conditions générales des concessions agricoles en Guyane ;  
VU l'arrêté DRFIP R03-2016-10-06-048 portant fixation du barème des redevances pour les baux et concessions agricoles établis sur le domaine privé de l'État en Guyane ;  
VU l'arrêté R03-2021-10-04-00001 du 4 octobre 2021 portant délégation de signature à M. Mathieu GATINEAU, secrétaire général des services de l'État ;  
VU le procès verbal de la commission d'attribution foncière pour la mise en valeur agricole des terres domaniales en sa séance du **28/03/2019** ;  
VU le courrier notifiant la décision préfectorale à l'intéressé en date du **29/04/2019** ;  
VU le bornage, le programme de mise en valeur et l'état des lieux en date du **22/10/2019** et annexés à cet arrêté ;  
Sur proposition du secrétaire général des services de l'État ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 - DÉSIGNATION**

Aux termes d'une demande enregistrée par le service local du domaine sous le n° **20250**, Monsieur **Guillaume Sinthong LY**, a sollicité la concession d'un terrain domanial, situé sur le territoire de la commune de **RÉGINA** en vue d'y entreprendre une activité agricole, ainsi qu'il résulte des **clauses de mise en valeur** jointes à l'état des lieux contradictoire qui demeurera annexé aux présentes après mention (**ANNEXE n°1**).

Conformément aux dispositions des articles L5141-1 et R5141-1 et suivants du Code général de la Propriété des Personnes publiques, l'État, représenté par M. le Secrétaire général des Services de l'État en Guyane, concède à **Monsieur Guillaume Sinthong LY**, né le **05/07/1990** à **CREIL (OISE)**, de nationalité **française**, demeurant et domicilié : **PK 65 – Route de l'Est - 97352 CACAO**, désigné ci-après « le concessionnaire », l'immeuble dont la désignation suit et qui a fait l'objet d'un état des lieux contradictoire qui demeurera annexé au présent arrêté avec la mention (**ANNEXE N°1**).

Un terrain situé sur la commune de **RÉGINA (Guyane)**, au lieu-dit « **Corossony I** », portant le numéro foncier **F 509**, d'une superficie de **05 hectares 00 are 00 centiare (05ha00a00ca)**.

Telle, au surplus, que la-dite parcelle est figurée sur le **plan** qui demeurera annexé aux présentes après mention (**ANNEXE n°2**), et telle qu'elle s'étend et comporte, sans exception ni réserve autres que celles résultant du cahier des charges établi pour les attributions de concessions agricoles et d'élevage en Guyane.

Hormis l'occupation éventuelle par le CONCESSIONNAIRE, le terrain présentement donné en concession à celui-ci est libre de toute location du chef de l'État.

Toutefois, le CONCESSIONNAIRE fera son affaire personnelle de l'éviction des occupants sans titre pouvant s'y trouver au moment de la concession, aucun recours ne pouvant être exercé à cet égard contre l'État.

Le concessionnaire déclare qu'il dépend du centre des impôts de CAYENNE (Guyane) pour ce qui concerne les déclarations nécessaires à la liquidation et à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

## **ARTICLE 2 - DURÉE ET POINT DE DEPART DE LA CONCESSION**

La concession est accordée pour une durée de **CINQ (5) ANNÉES** à compter de la date de signature du présent arrêté.

À l'expiration de ce délai, et après vérification et instruction par les services de l'État en Guyane, le concessionnaire peut obtenir la cession gratuite partielle ou entière du terrain après en avoir effectué la demande au moins six mois avant l'expiration de la concession conformément aux dispositions de l'article R. 5141-15 du code général de la propriété des personnes publiques, et s'il a exécuté et respecté toutes les clauses et conditions du contrat de concession, conformément aux dispositions des articles L. 5141-1 et L. 5141-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

Au cas contraire, il sera déchu de ses droits et l'État reprendra possession du terrain dans les formes et aux conditions prévues aux articles R. 5141-12, R. 5141-13 et R. 5141-14 du code général de la propriété des personnes publiques et ainsi qu'au cahier des charges susvisé, sauf s'il a obtenu, sur sa demande, des délais supplémentaires prorogeant la durée de la concession d'une ou plusieurs années, dans la limite de cinq années supplémentaires.

## **ARTICLE 3 - SITUATION JURIDIQUE PENDANT LA DUREE DE LA CONCESSION PROVISOIRE**

La présente concession provisoire du Domaine privé de l'État n'est pas constitutive de droits réels immobiliers.

## **ARTICLE 4 - SITUATION JURIDIQUE À L'EXPIRATION DE LA DURÉE DE LA CONCESSION**

À partir du lendemain du jour de l'expiration du délai accordé pour la concession, prolongé de ses éventuels délais supplémentaires et jusqu'au jour de la remise du titre définitif constatant le transfert de propriété ou jusqu'au jour de la réception par le concessionnaire de la notification d'une décision de déchéance, celui-ci bénéficiera d'une autorisation d'occupation à titre précaire et révocable du terrain précédemment concédé qui donnera lieu au paiement de la redevance visée à l'article 7 ci-après.

## **ARTICLE 5 - ORIGINE DE PROPRIÉTÉ**

L'IMMEUBLE objet des présentes appartient à l'État en vertu des dispositions de l'article D.33 du code du domaine de l'État, qui déclare faire partie du domaine de l'État les terres vacantes et sans maître du département de la Guyane, ainsi que celles qui n'ont pas été reconnues comme étant propriétés privées, individuelles ou collectives, en vertu des dispositions du décret n°46-80 du 16 janvier 1946.

## **ARTICLE 6 - ACTIONS EN REVENDICATION**

L'IMMEUBLE étant réputé appartenir à l'État en vertu des dispositions de l'article D.33 du code du domaine de l'État, le CONCESSIONNAIRE aura à se défendre, le cas échéant, de toute action en revendication intentée par tout ayant droit sur l'IMMEUBLE concerné sans aucun recours contre l'État en cas d'éviction, à l'exception de celui permettant d'obtenir le remboursement, du loyer annuel payé d'avance et non échu.

Le CONCESSIONNAIRE fera en outre son affaire personnelle avec le ou les ayants droit éventuels pour obtenir le paiement des impenses ou autres indemnités qui pourraient être exigibles du fait des constructions édifiées sur le terrain donné à bail ainsi que de tous règlements à intervenir au sujet des fruits pouvant revenir à des tiers et attachés encore au terrain loué.

## **ARTICLE 7 - CHARGES ET CONDITIONS** **A - CHARGES ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

La présente concession est soumise aux clauses et conditions générales du cahier des charges susvisé qui sont toutes de rigueur.

La concession n'étant pas constitutive de droits réels immobilier, les constructions à usage d'habitation ne sont pas autorisées. Les constructions si elles sont nécessaires sont soumises à obligation d'avis de l'État avant la demande d'autorisation d'urbanisme préalable à la délivrance d'un permis de construire.

Il est rappelé également que le concessionnaire ne peut faire obstacle ni à l'exécution par l'État d'opérations tendant à la recherche de substances minières et à leur exploitation ni à l'exécution des travaux d'aménagement ou d'équipement collectifs. Les troubles de jouissance qui pourraient en résulter pour le concessionnaire ne peuvent donner lieu à une indemnité à la charge de l'État.

Le bornage du terrain présentement concédé devra être réalisé par le CONCESSIONNAIRE, à ses frais, préalablement à la signature du présent arrêté et devra respecter la réglementation en vigueur.

La concession est accordée **exclusivement** à titre personnel. Toute convention par laquelle le concessionnaire sous-louerait ou céderait tout ou partie de ses droits sur tout ou partie du terrain ou des locaux d'exploitation ou d'habitation, y compris ceux dont la construction est autorisée, est réputée nulle.

Si l'immeuble est situé le long d'une route ou d'un chemin classé, une demande de permission de voirie devra être déposée auprès de l'autorité compétente.

L'accès à la parcelle depuis la route départementale est exclusivement à la charge des utilisateurs, ce chemin d'exploitation est régi par les dispositions des articles L161-1 à L-161-1313 et D161-1 à D161-29 du Code rural et de la pêche maritime. A cet effet, le concessionnaire s'engage à adhérer à toute association syndicale qui serait constituée pour créer des ouvrages collectifs et assurer leur entretien.

## B - CHARGES ET CONDITIONS PARTICULIÈRES

La présente concession est en outre soumise aux conditions particulières ci-après : le terrain devra être utilisé conformément aux clauses de mise en valeur annexées au présent arrêté (ANNEXE N°1).

### ARTICLE 8 - AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente concession provisoire ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### ARTICLE 9 - REDEVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R. 5141-11 du Code général de la Propriété des Personnes publiques, le concessionnaire est tenu de verser, pendant toute la durée de la concession et au profit du budget de l'État, une redevance annuelle de deux-cent-cinquantes euros (250€) payable en un seul terme et d'avance à la caisse de la Direction des Finances publiques – Rue Fiedmond - BP 7016 - 97307 CAYENNE CEDEX.

Le versement du premier terme devra avoir lieu dans le mois qui suit la réception du titre de paiement.

À défaut de paiement dans les 6 mois, la déchéance peut être prononcée dans les conditions prévues aux articles R. 5141-12, R. 5141-13 et R. 5141-14 du code général de la propriété des personnes publiques.

La date de publication au Recueil des Actes Administratifs de l'arrêté de concession déterminera le jour de l'échéance des annuités suivantes, lesquelles devront être versées sans autre préavis à ladite caisse.

Chaque paiement effectué hors délai portera intérêts de plein droit, au profit du Trésor Public, au taux d'intérêt applicable en matière domaniale sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque, et quelle que soit la cause du retard.

Pour le calcul de ces intérêts, les fractions de mois seront négligées.

Toutes les dispositions du présent article s'appliqueront, mutatis mutandis, dans le cas de prorogation du délai de 5 ans, ainsi que dans le cas d'occupation à titre précaire et révoquant visé à l'article 4 ci-dessus.

### ARTICLE 10 - DÉCLARATIONS FISCALES

Le concessionnaire devra s'acquitter à compter du jour de la signature de l'arrêté, seul et sans recours contre l'État, toutes les impositions de quelque nature que ce soit qui peuvent ou pourront gréver le terrain les contributions et les charges relatives au fonds exploité.

### ARTICLE 11 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Cayenne :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Guyane,
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

### ARTICLE 12 - PUBLICATION ET EXÉCUTION

Le Secrétaire Général des Services de l'État en Guyane, le Directeur des Finances Publiques de la Guyane, le maire de RÉGINA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressé, publié au Recueil des Actes Administratifs de la Guyane, une copie sera adressée à la mairie de RÉGINA pendant une durée de deux mois.

Cayenne le

13 JAN. 2023

Le préfet

Pour le préfet, le sous-préfet  
secrétaire général des services de l'État

  
Mathieu GATINEAU

## ETAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE

De la parcelle portant le numéro **F 509**, d'une superficie de **5 ha 00 a 00 ca**, de Monsieur **LY Guillaume**, au lieu-dit : « **Corossony I** » située sur la commune de **Régina**, réalisé le 22 octobre 2019.

<b>A. Délaissé marécageux</b>		<b>E. Cheptel</b>	
<b>NATURE DU TERRAIN</b> - superficie sous forêt ..... - superficie sur savane .....	5 ha 00 a 00 ca -		
<b>B. Déforestation (en ha)</b> - surface déjà déforestée .... - surface restant à déforester	5 ha 00 a 00 ca		
<b>C. Plantations (en ha)</b>		<b>F. Matériel</b> -Tronçonneuse.....	1
<b>D. Constructions ( en m<sup>2</sup>)</b> -Maison d'habitation.....	30	<b>G. Réseaux divers</b>	

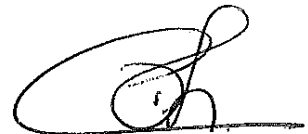
**Observations : Terrain borné.**

L'Attributaire



**Guillaume LY**

L'Enquêteur



**L. DRAYTON**

Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt – Parc Rebard – BP5002 – 97305 Cayenne Cedex  
téléphone : «tel»- télécopie : «fax»- courriel : «prénom».«nom»@agriculture.gouv.fr

Cayenne, le 22 octobre 2019

<b>CLAUSES DE MISE EN VALEUR</b>
----------------------------------

Du terrain de **5 ha 00 a 00 ca**, cadastrée F 509, au lieu-dit : **Corossony I**, situé sur la commune de **REGINA** à joindre à l'acte de concession provisoire de Monsieur **LY Guillaume**.

DESIGNATION	SUPERFICIE	OBSERVATIONS
<b>DEFORESTATION</b>		
- délaissé marécageux .....	Néant	
- surface sous forêt .....	5 ha 00 a 00 ca	
- surface déforestée ..	Néant	
- surface restant à déforester.....	5 ha 00 a 00 ca	
- superficie sur savane.....	/	
<b>PLANTATIONS</b>		
- Maraîchage.....	0 ha 30 a 00 ca	
- Fruitiers divers.....	3 ha 50 a 00 ca	
- Bananier.....	0 ha 40 a 00 ca	
- Citronnier.....	0 ha 80 a 00 ca	
<b>CONSTRUCTIONS (m<sup>2</sup>)</b>		
Habitation.....	80	
Hangar.....	30	
<b>CHEPTEL</b>		
/		
<b>MATERIEL</b>		
- Tronçonneuse.....	1	
- Tracteur.....60 cv.....	1	
- Girobroyeur.....	1	
- Débroussailleuse.....	1	
- Mini pelle.3,6 t.....	1	
- Motopompe.....	1	

L'Attributaire,


**LY Guillaume**

Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt – Parc Rebard – BP5002 – 97305 Cayenne Cedex  
téléphone : «tel»– télécopie : «fax»- courriel : «prénom».«nom»@agriculture.gouv.fr

DIRECTION GENERALE  
DES FINANCES PUBLIQUES  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

LY GUILLAUME

Service du Cadastre

Département :  
GUYANE  
Commune :  
REGINA

Section : F  
Feuille(s) : 000 F 01  
Echelle d'origine : 1/10000  
Echelle d'édition : 1/5000  
Date de l'édition : 02/01/2023

Numéro d'ordre du registre de constatation  
des droits :  
Cachet du service d'origine :

Service Départemental des Impôts Fonciers  
Rue Carlos Finlay  
97300 Cayenne  
Téléphone : 05 94 28 99 57  
sdf.guyane@dgifp.finances.gouv.fr

Extrait certifié conforme au plan cadastral  
à la date : .....

A .....  
le .....  
L' .....



ANNEXE 2

Direction Générale des Territoire et de la Mer

R03-2023-01-18-00001

arrêté d'opposition à déclaration concernant  
franchissements dans le cadre d'une demande  
d'ARM - crique Jalbot aval - commune de Roura

**ARRÊTÉ D'OPPOSITION À DÉCLARATION  
CONCERNANT  
FRANCHISSEMENTS DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ARM - CRIQUE JALBOT AVAL  
COMMUNE DE ROURA**

DOSSIER N° 973-2022-00042

LE PRÉFET DE RÉGION GUYANE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

**VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

**VU** l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°R03-2022-08-29-00009 du 29 août 2022 approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de Guyane ;

**VU** le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;

**VU** le décret du 25 novembre 2020 portant nomination de M. Thierry QUEFFELEC, préfet, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de Guyane ;

**VU** l'arrêté n°R03-2022-11-17-00001 du 17 novembre 2022 portant organisation des services de l'État en Guyane ;

**VU** le décret du 15 septembre 2021 portant nomination de M. Mathieu GATINEAU, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général des services de l'État, responsable de la coordination des politiques publiques, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de Guyane ;

**VU** l'arrêté n°R03-2022-02-15-00009 du 15 février 2022 portant délégation de signature à M. Mathieu GATINEAU, secrétaire général des services de l'État ;

**VU** l'arrêté du 15 juillet 2021 portant nomination (direction générale des territoires et de la mer) de M. Ivan MARTIN, en qualité de Directeur Général des Territoires et de la Mer ;

**VU** l'arrêté n°R03-2022-12-30-00002 du 30 décembre 2022 portant délégation de signature à M. Ivan MARTIN, Directeur Général des Territoires et de la Mer de Guyane ;



**Direction Générale  
des Territoires et de la Mer**

**VU** l'arrêté préfectoral n°R03-2022-03-30-00003 du 30 mars 2022, portant subdélégation de signature de M. Ivan MARTIN, directeur général des Territoires et de la Mer de Guyane à ses collaborateurs;

**VU** le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement déposé en date du 29 avril 2022, présenté par la Compagnie Minière COOREI représentée par Madame Elisabeth Barros Braga, enregistré sous le n° 973-2022-00042 et relatif à : « franchissements dans le cadre d'une demande d'ARM - crique Jalbot aval sur la commune de ROURA »;

**VU** la demande de compléments adressée au déclarant par courrier référencé SPEB/UPE/ 2022-198 du 02/05/2022 ;

**VU** l'absence de réponse du pétitionnaire dans le délai imparti ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier est irrégulier, le déclarant n'a pas produit l'ensemble des pièces ou informations requises dans les délais qui lui ont été impartis ;

**CONSIDÉRANT** que l'opération soumise à déclaration fait l'objet d'une décision d'opposition tacite à l'expiration dudit délai en application de l'article R214-35 du code de l'environnement ; cette conséquence et l'article R.214-35 du code de l'environnement ont été rappelés dans les trois courriers de demande de compléments et le courriel ;

**CONSIDÉRANT** de ceux qui précèdent, qu'il y a lieu de faire opposition tacite au projet présenté par le pétitionnaire ;

**CONSIDÉRANT** que conformément aux dispositions de l'article R.214-36 du code de l'environnement, le projet d'arrêté d'opposition à déclaration a été soumis à l'avis du pétitionnaire le 9 décembre 2022 par courrier référencé SPEB/UPE/2022-479 qui n'a émis aucune remarque;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la GUYANE ;

**ARRÊTE**

**Article 1 : Opposition à déclaration**

En application de l'article R. 214-35 du Code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration n° 973-2022-00042, présentée par la Compagnie Minière COOREI représentée par Madame Elisabeth Barros Braga, et relatif à : « 8 franchissements dans le cadre d'une demande d'ARM - crique Jalbot aval sur la commune de ROURA » situé sur la commune de Roura.

**Article 2 : Voies et délais de recours**

Conformément à l'article R. 214-36 du Code de l'environnement, le déclarant qui entend contester une décision d'opposition doit, préalablement à tout recours contentieux, saisir le préfet d'un recours gracieux.

Le préfet soumet ce recours à l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et informe le déclarant, au moins huit jours à l'avance, de la date et du lieu de la réunion et de la possibilité qui lui est offerte d'être entendu.

Le silence gardé pendant plus de quatre mois sur le recours gracieux du déclarant vaut décision de rejet.

Tout recours administratif doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guyane – 7 rue Schoelcher, BP 5030, 97 305 Cayenne Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication ou à compter de la décision explicite ou implicite de rejet en cas de recours administratif selon les modalités décrites dans l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**Direction Générale  
des Territoires et de la Mer**

**Article 3 : Publication et information des tiers**

Conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune de ROURA, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la GUYANE pendant une durée d'au moins 6 mois.

**Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la GUYANE, la maire de la commune de ROURA, le directeur général des territoires et de la mer de GUYANE, le chef de service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité de la GUYANE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Cayenne, le 18/01/2023

Le Préfet

Pour le préfet, le sous-préfet  
secrétaire général des services de l'État

  
Mathieu GATINEAU

.....

Direction Générale des Territoire et de la Mer

R03-2023-01-18-00002

arrêté d'opposition à déclaration concernant  
franchissements de cours d'eau entre le per  
Bernard et l'AEX million - commune de Saint  
Laurent du Maroni

**ARRÊTÉ D'OPPOSITION À DÉCLARATION  
CONCERNANT  
« FRANCHISSEMENT DE COURS D'EAU ENTRE LE PER BERNARD ET L'AEX MILLION »  
COMMUNE DE SAINT-LAURENT DU MARONI**

DOSSIER N° 973-2022-00067

**LE PRÉFET DE RÉGION GUYANE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

**VU** l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°R03-2022-08-29-00009 du 29 août 2022 approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de Guyane ;

**VU** le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;

**VU** le décret du 25 novembre 2020 portant nomination de M. Thierry QUEFFELEC, préfet, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de Guyane ;

**VU** l'arrêté n°R03-2022-11-17-00001 du 17 novembre 2022 portant organisation des services de l'État en Guyane ;

**VU** le décret du 15 septembre 2021 portant nomination de M. Mathieu GATINEAU, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général des services de l'État, responsable de la coordination des politiques publiques, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de Guyane ;

**VU** l'arrêté n°R03-2022-02-15-00009 du 15 février 2022 portant délégation de signature à M. Mathieu GATINEAU, secrétaire général des services de l'État ;

**VU** l'arrêté du 15 juillet 2021 portant nomination (direction générale des territoires et de la mer) de M. Ivan MARTIN, en qualité de Directeur Général des Territoires et de la Mer ;

**VU** l'arrêté n°R03-2022-12-30-00002 du 30 décembre 2022 portant délégation de signature à M. Ivan MARTIN, Directeur Général des Territoires et de la Mer de Guyane ;

**Direction Générale  
des Territoires et de la Mer**

**VU** l'arrêté préfectoral n°R03-2022-03-30-00003 du 30 mars 2022, portant subdélégation de signature de M. Ivan MARTIN, directeur général des Territoires et de la Mer de Guyane à ses collaborateurs;

**VU** le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement déposé en date du 21 juin 2022, présenté par la SAS SREDG représentée par Monsieur Abango ADAM, enregistré sous le n° 973-2022-00067 et relatif à : « Franchissement de cours d'eau entre le PER « Bernard » n°29/2016 et l'AEX « Million » n°18/2022 »;

**VU** la demande de compléments adressée au déclarant par courrier référencé SPEB/UPE/ 2022-293 du 08/07/2022 ;

**VU** l'absence de réponse du pétitionnaire dans le délai imparti ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier est irrégulier, le déclarant n'a pas produit l'ensemble des pièces ou informations requises dans les délais qui lui ont été impartis ;

**CONSIDÉRANT** que l'opération soumise à déclaration fait l'objet d'une décision d'opposition tacite à l'expiration dudit délai en application de l'article R214-35 du code de l'environnement ; cette conséquence et l'article R.214-35 du code de l'environnement ont été rappelés dans les trois courriers de demande de compléments et le courriel ;

**CONSIDÉRANT** de ceux qui précèdent, qu'il y a lieu de faire opposition tacite au projet présenté par le pétitionnaire ;

**CONSIDÉRANT** que conformément aux dispositions de l'article R.214-36 du code de l'environnement, le projet d'arrêté d'opposition à déclaration a été soumis à l'avis du pétitionnaire le 09 décembre 2022 par courrier référencé SPEB/UPE/2022-477 qui n'a pas émis de remarques;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la GUYANE ;

**ARRÊTE**

**Article 1 : Opposition à déclaration**

En application de l'article R. 214-35 du Code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration n° 973-2022-00067, présentée par la SAS SREDG, SIRET : 832266175 00019, représentée par Monsieur Abango ADAM, concernant le projet de franchissement de cours d'eau entre le PER « Bernard » n°29/2016 et l'AEX « Million » n°18/2022 situé sur la commune de Saint-Laurent du Maroni.

**Article 2 : Voies et délais de recours**

Conformément à l'article R. 214-36 du Code de l'environnement, le déclarant qui entend contester une décision d'opposition doit, préalablement à tout recours contentieux, saisir le préfet d'un recours gracieux.

Le préfet soumet ce recours à l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et informe le déclarant, au moins huit jours à l'avance, de la date et du lieu de la réunion et de la possibilité qui lui est offerte d'être entendu.

Le silence gardé pendant plus de quatre mois sur le recours gracieux du déclarant vaut décision de rejet.

Tout recours administratif doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guyane – 7 rue Schoelcher, BP 5030, 97 305 Cayenne Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication ou à compter de la décision explicite ou implicite de rejet en cas de recours administratif selon les modalités décrites dans l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Direction Générale  
des Territoires et de la Mer**

**Article 3 : Publication et information des tiers**

Conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune de SAINT LAURENT DU MARONI, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la GUYANE pendant une durée d'au moins 6 mois.

**Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la GUYANE, la maire de la commune de Saint-Laurent du Maroni, le directeur général des territoires et de la mer de GUYANE, le chef de service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité de la GUYANE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Cayenne, le 18/01/2023

Le Préfet

Pour le préfet, le sous-préfet  
secrétaire général des services de l'État

  
**Mathieu GATINEAU**

